

APPEL À MANIFESTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX MINORITÉS DE GENRE

SAMEDI 22 NOVEMBRE À 10H30 – PARVIS DU TRIBUNAL DE SAINT-GAUDENS

Samedi 22 novembre 2025, nous serons rassemblé·e·s pour rappeler une vérité simple : **les violences sexistes et sexuelles que subissent les femmes et les personnes minorisées de genre sont systémiques.** Elles ne sont ni accidentelles, ni marginales. Elles sont répétitives, banalisées, et profondément enracinées dans toutes les strates de nos sociétés. Elles frappent nos corps, nos vies et nos droits, quel que soit l'endroit où nous vivons.

DANS NOS TERRITOIRES RURAUX

Alors que seulement 30 % de la population vit en zone rurale, **50 % des féminicides s'y produisent.** Cet écart terrible révèle l'insuffisance historique des politiques publiques en matière de prévention, de protection et d'accès aux droits.

Bien qu'elles soient trop peu nombreuses dans le Comminges, nous saluons l'engagement et le rôle vital des associations assurant l'accueil, l'accompagnement, la prévention et la mise en sécurité des femmes victimes de violence. Mais nous le disons clairement : **les moyens dont elles disposent ne sont pas à la hauteur des besoins.**

Alors que le nombre de femmes accueillies par **Femmes de Papier** augmente chaque année, l'association – qui fête ses 20 ans en 2025 – connaît une baisse de financements. Si rien ne change, cela se traduira par la fermeture de permanences, l'allongement des délais de rendez-vous, et la réduction des capacités d'hébergement et d'écoute. **Les pouvoirs publics doivent se positionner. Ils doivent s'engager. Ils doivent financer.**

Nous demandons :

- **Plus de moyens pour les associations du territoire**
- **Un RSA déconjugalisé** pour protéger les personnes qui veulent fuir les violences économiques
- **Une justice accessible** : que les plaintes soient prises, que nos paroles soient crues, que les refus de dépôt de plainte soient sanctionnés.

À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Partout dans le monde, les femmes et les filles sont en première ligne des violences sexuelles en période de conflit. **Au Soudan**, les Forces d'Appui

Rapide utilisent le viol comme méthode de domination et d'humiliation de la population civile. Ces crimes, pourtant reconnus comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, demeurent impunis.

La violence sexuelle peut vite devenir un **instrument de répression étatique.** En Colombie, lors de la grève nationale de 2021, les violences sexistes et sexuelles perpétrées par les forces de l'ordre contre les manifestantes – attouchements, nudité forcée, harcèlement, insultes – ont été massives. En Géorgie, les mêmes constats ont été établis.

Et tandis que ces violences ravagent des vies, un autre fléau continue de détruire des millions de corps : **230 millions de femmes et de filles dans le monde ont subi des mutilations génitales.** En Guinée, selon l'ONU, **97 % des femmes de 15 à 49 ans** ont été excisées. Ces pratiques sont l'expression la plus brutale d'un patriarcat qui persiste, partout, dans toutes ses formes.

Depuis des années, une commission dédiée aux droits des femmes au sein d'Amnesty International France se mobilise pour documenter ces violences, pour informer, pour dénoncer, et pour exiger justice. **Nous sommes ici pour relayer cette exigence.**

NOS CORPS, NOS DROITS

Les violences sont multiples, protéiformes, et se déploient à tous les niveaux. Elles s'inscrivent dans un système qui continue de considérer les corps des femmes et des personnes minorisées de genre comme des objets, comme des propriétés, comme des territoires à contrôler.

Que nous soyons femmes cisgenres, femmes transgenres, hommes transgenres, personnes non-binaires, nous subissons toujours :

- la sexualisation,
- l'objectification,
- la disqualification,
- la négation de nos identités et de nos vécus.

Ces mécanismes doivent cesser. **Nos corps, nos vies, nos choix.** Nous demandons une reconnaissance pleine et entière des violences faites aux personnes LGBT+, trop souvent invisibilisées, niées ou mal traitées par les institutions.

En avril 2025, après le féminicide de **Sarah Mille-rey**, femme trans colombienne, la Cour suprême britannique a choisi de définir juridiquement la femme uniquement par l'appareil génital, refusant de qualifier son meurtre de féminicide. Les personnes trans ont toujours été au cœur des luttes féministes. **Leurs vies ne sont pas un débat.**

Nous n'oublierons pas **Caroline Grandjean**, directrice d'école primaire dans le Cantal, qui s'est suicidée après avoir subi du harcèlement lesbophobe dans son village et qui n'a été prise au sérieux par l'Éducation Nationale. Son histoire n'est pas un fait divers : c'est le reflet brutal d'un système qui laisse prospérer les discriminations, particulièrement dans les territoires ruraux où l'isolement, le manque de soutien institutionnel et l'absence de politiques de prévention aggravent les violences. Son décès est un rappel tragique que les violences sexistes et sexuelles, comme les violences LGBT+phobes, ne sont pas théoriques : elles tuent.

DES MOYENS ET DES ENGAGEMENTS

Depuis trop longtemps, les pouvoirs publics se contentent de déclarations d'intention tandis que les violences se poursuivent, massives et impunies. Face à cette inertie, nous refusons de rester silencieux. L'urgence est là et elle exige des décisions concrètes et immédiates.

Nous exigeons :

- **du budget pour les structures existantes**, notamment dans les zones rurales,
- **du budget pour les associations communautaires**, afin qu'elles puissent accompagner, former, prévenir et protéger,
- **des politiques publiques ambitieuses**, cohérentes, appliquées sur tout le territoire.

Car sans moyens, sans volonté politique, sans vision, rien ne changera. Et nous refusons d'attendre encore.

Le 22 novembre, nous prendrons la rue pour dire **stop.**

Pour que la société cesse de détourner le regard. Pour dire que nous voulons la fin des violences, la justice pour les victimes, et la liberté pour toutes. Pour notre dignité. Pour nous faire entendre.



Venez
en rouge
manifester
avec nous !

Samedi 22 novembre :

10h30 : départ de la manifestation

13h : cantine solidaire au profit du Planning Familial du Comminges

Et pour continuer la lutte :

20h30 : Théâtre Marmignon

Spectacle « Une femme seule »
de Dario Fo et Franca Rame,
avec Sylvia Delagrangue

Mardi 25 novembre :

20h30 : Auditorium de la médiathèque

Spectacle « Derrière la porte » de Claire Rieussec et Nicolas Mouton Bareil
suivi d'une discussion avec **Amnesty International**

Mercredi 26 novembre :

20h15 : Cinéma le Régent

Diffusion du film *On vous croit* suivi d'une discussion avec **Femmes de papier**

